
Après l'échec

Les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban

Pierre Razoux

Octobre 2007





L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

En 2005, l'Ifri a ouvert une branche européenne à Bruxelles. Eur-Ifri est un think tank dont les objectifs sont d'enrichir le débat européen par une approche interdisciplinaire, de contribuer au développement d'idées nouvelles et d'alimenter la prise de décision.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-86592-2214-7
© Tous droits réservés, Ifri, 2007

IFRI
27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 - FRANCE
TÉL. : 33 (0)1 40 61 60 00
Email: ifri@ifri.org

EUR-IFRI
22-28 AVENUE D'AUDERGHEM
1040 - BRUXELLES, BELGIQUE
TÉL. : 00 + (32) 2 238 51 10
Email: info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Centre des études de sécurité :

« Focus stratégique »

Les questions de sécurité exigent désormais une approche intégrée, qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité se propose, par la collection « **Focus stratégique** », d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité.

Associant les chercheurs du centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, « **Focus stratégique** » fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD).

*
* *

L'auteur

Pierre Razoux est responsable de recherches, chargé du Dialogue méditerranéen et de l'Initiative de Coopération d'Istanbul à la Division Recherches du Collège de Défense de l'OTAN. Spécialiste de l'histoire militaire du Proche-Orient, il a rédigé plusieurs ouvrages de référence sur le conflit israélo-arabe. Son dernier livre sur ce sujet s'intitule Tsahal : nouvelle histoire de l'armée israélienne (Paris, éditions Perrin, 2006, 628 p).

Sommaire

Introduction	5
Le bilan à court terme de la guerre de l'été 2006	7
<i>Constat d'échec pour Tsahal</i>	7
« <i>Lessons learned</i> »	9
Les efforts de réorientation de la défense nationale israélienne	13
<i>Priorité aux forces terrestres</i>	13
<i>Possibilités et limites de l'Armée de l'Air et de la Marine</i>	15
<i>Une efficacité renforcée en matière de coopération interarmées et de renseignement</i>	17
<i>De meilleures procédures de prise de décision</i>	19
Les enjeux futurs pour la sécurité d'Israël	21
<i>L'horizon stratégique : prolifération et dissuasion</i>	21
<i>La faible probabilité d'un conflit direct avec la Syrie</i>	26
<i>Face aux groupes non étatiques : protéger la population hic et nunc</i>	27
Conclusion	29

Introduction

La publication du rapport Winograd a stigmatisé l'échec subi par l'armée israélienne, mieux connue sous l'acronyme de *Tsahal* (abréviation de *Tsva Haganah Le'Israel* – littéralement « Forces de défense d'Israël »), lors de la deuxième guerre du Liban qui s'est déroulée du 12 juillet au 14 août 2006. Cette guerre ratée contre le *Hezbollah* a suscité une grave crise politique en Israël, opposant la sphère gouvernementale à l'institution militaire.

Il faut remonter aux lendemains de la guerre du Kippour, en 1973, et des massacres de Sabra et Chatila pendant la première guerre du Liban, en 1982, pour observer tant de critiques et de règlements de compte entre les sphères politique et militaire israéliennes. Le pouvoir politique reproche alors aux militaires de lui avoir forcé la main sans lui avoir donné les moyens d'évaluer les risques encourus. De leur côté, les militaires blâment les politiques pour avoir tergiversé de manière incohérente. Comme le souligne Yaguil Lévy, chercheur au département de politique publique de l'université Ben-Gourion et lieutenant-colonel de réserve, « en Israël, le pouvoir est devenu le premier vecteur du militarisme et le poids du militarisme n'a cessé de croître pour influencer les modes de pensée de la société civile. Cette fois, l'armée n'a pas eu besoin de faire pression. Le pouvoir le plus civil qu'Israël ait eu depuis très longtemps, sans lui poser la moindre question, lui a fait une confiance totale »¹.

Plus d'un an après la fin des hostilités, un bilan provisoire peut être dressé à partir des conséquences de la guerre de l'été 2006. Avant d'évoquer les différentes réorientations engagées au sein de la Défense israélienne, il conviendra d'analyser les principales leçons tirées de l'échec du conflit contre le *Hezbollah*. Pour bien comprendre l'enjeu de ces réorientations, un panorama des différentes menaces qu'Israël aura à affronter à plus ou moins long terme sera esquissé.

¹ Yaguil Lévy, « C'est le politique qui a utilisé l'Armée », *Le Monde*, 8 septembre 2006.

Le bilan à court terme de la guerre de l'été 2006

Le 14 août 2006, la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations Unies met un terme à la deuxième guerre du Liban. Les Israéliens sont frustrés de n'avoir atteint les objectifs qu'ils s'étaient assignés : les soldats israéliens kidnappés n'ont pas été libérés, la branche militaire du *Hezbollah* n'a pas été « éradiquée », les miliciens chiites patrouillent toujours au Sud-Liban et le cheikh Nasrallah a survécu à plusieurs tentatives d'élimination². Les Israéliens appellent donc de leurs vœux une revanche. Seul point positif, l'armée libanaise et la FINUL renforcée se sont déployées au Sud-Liban. Dans ces conditions, Israël peut difficilement revendiquer une victoire militaire, d'autant que son armée a subi de lourdes pertes. En cinq semaines de conflit, 120 hommes³ de *Tsahal* sont tombés au combat et 700 autres ont été blessés. La guerre a également fait une quarantaine de victimes civiles israéliennes. A titre de comparaison, les bombardements de missiles *Scud* irakiens, pendant la guerre du Golfe de 1991, n'avaient pas fait plus de treize morts parmi les civils. Sur le plan matériel, *Tsahal* a perdu une soixantaine de blindés, plusieurs drones et cinq aéronefs. Les témoignages acerbes de réservistes accablés abondent dans la presse⁴. L'un d'entre eux n'hésite d'ailleurs pas à poser ouvertement la question suivante : « Pourquoi avons-nous fait la guerre à laquelle s'était préparé le *Hezbollah* ?⁵ » Les pétitions, lettres ouvertes et manifestations appelant à la démission du Premier ministre, du ministre de la Défense et du chef d'état-major se multiplient pour protester contre l'incurie dont ont fait preuve le gouvernement et l'armée. Ces déboires alimentent le malaise social croissant en Israël.

Constat d'échec pour Tsahal

Tsahal se retrouve au centre de toutes les critiques et se voit contrainte de faire sa propre introspection. La stratégie prônée par le général Dan

² Frédéric Pons, « Un été meurtrier », *Le Spectacle du Monde*, septembre 2006 ; conférer également le *Strategic Assessment* du Jaffee Center for Strategic Studies, novembre 2006 (vol. 9, n°3).

³ Certaines sources font état de 174 morts dans les rangs de l'armée israélienne (*Guysen Israel News*, 17 avril 2007).

⁴ Confer notamment : Patrick Saint-Paul, « Le gouvernement Olmert affronte la colère des réservistes », *Le Figaro*, 22 août 2006 ; Pierre Haski, « Les raisons de la colère des soldats de *Tsahal* », *Libération*, 24 août 2006 ; Sylvain Cypel, « *Tsahal*, désarroi et questions », *Le Monde*, 8 septembre 2006 ; les éditions du 20 août au 30 septembre 2006 du quotidien israélien *Haaretz*.

⁵ Joël David, « La colère des réservistes de *Tsahal* », *La Croix*, 24 août 2006.

Haloutz a fait long feu⁶. Sur le modèle des Américains au Kosovo et en Afghanistan, le chef d'état-major de *Tsahal* a cru que l'aviation et l'artillerie pourraient à elles seules écraser ses adversaires. L'emploi massif du feu et de l'arme aérienne (en cinq semaines, les Israéliens ont largué 19 400 bombes et 2 200 missiles et tiré 123 000 obus d'artillerie) n'a pourtant pas permis de mettre fin aux bombardements de harcèlement conduits par le *Hezbollah* qui est parvenu à lancer plus de 5 000 roquettes sur Israël. Cet échec a précipité l'emploi des troupes au sol dans des conditions difficiles. Les divisions blindées engagées à la pointe de l'offensive terrestre ont éprouvé les plus grandes difficultés à « nettoyer » la zone. Comme l'a souligné plus tard le général Benny Gantz, commandant des forces terrestres : « Nous avons planifié un train à grande vitesse, mais ce que nous avons fait ressemblait plus à un autobus de ville ralenti par des feux rouges »⁷. Pis encore, l'état-major n'a prévu, en cas d'échec de l'offensive initiale, ni « Plan B » ni option de sortie de crise. Sur le front médiatique, il n'a pas non plus été en mesure d'élaborer une stratégie claire, les Israéliens oscillant entre deux tendances contradictoires : d'une part, un réflexe d'autocensure quasi pavlovien et, d'autre part, une volonté de préserver la liberté réelle des médias qui constituent l'un des piliers de leur démocratie. Dans la bataille médiatique que se livrent les deux protagonistes, ils ont adopté une approche essentiellement défensive, alors que le *Hezbollah* a excellé dans l'utilisation et la manipulation des images. Plus grave encore, l'état-major a grandement sous-estimé les capacités militaires du *Hezbollah*, tant sur le plan matériel (présence de missiles antichars et anti-navires de dernière génération⁸, utilisation de moyens de communications et d'écoute électronique très sophistiqués⁹), et organisationnel (en pensant à tort que les miliciens chiites allaient combattre comme les *feddayin* du *Fatah* ou des *Tanzim*) que sur le plan humain (combativité, entraînement, discipline). Nombre de dysfonctionnements ont également constatés sur le terrain. Ainsi, l'insuffisance de protection et le manque d'entraînement et d'équipement des réservistes ont souvent été pointés du doigt. En outre, *Tsahal* a fait preuve de rigidité lors des attaques frontales sur Maroun al-Ras et Bint Jbeil où se sont déroulés les combats les plus meurtriers de toute la guerre. Ceci est d'autant plus étonnant que l'armée israélienne avait su faire preuve d'innovation lors de l'opération « Rempart » en Cisjordanie, pendant la deuxième *Intifada*. Les chars *Merkava* se sont retrouvés sans escorte d'infanterie, subissant des pertes sensibles qui auraient pu être évitées. Il s'agit d'une erreur que *Tsahal* avait déjà commise, mais pas pour

⁶ Se reporter à l'excellente étude du lieutenant-colonel Michel Goya « Le marteau et le mercure » réalisée en septembre 2006 dans le cadre du Centre de Doctrine d'Emploi des Forces du ministère de la Défense.

⁷ Interviewé par Barbara Opall-Rome dans le magazine *Defense News* du 14 août 2006.

⁸ Greg Grant, « Hizbollah Missile Swarms Pounded Armor », *DefenseNews*, 28 août 2006.

⁹ Alain Lucas, « Comment le *Hezbollah* a-t-il pu résister à *Tsahal* », *Raids* n° 245, octobre 2006 ; *Guysen Israel News*, 4 octobre 2006.

les mêmes raisons, lors de la guerre du Kippour¹⁰. La chaîne logistique s'est avérée elle aussi défailante.

Pour faire taire les critiques au sein de l'armée, Dan Haloutz, général de l'armée de l'air et chef d'état-major de l'armée au moment de la guerre, réagit fermement. Il pousse à la démission les généraux Oudi Adam (commandant le front nord) et Gal Hirsh (commandant le secteur de Galilée), limoge le général Ron-Tal (ancien commandant des forces terrestres) et le colonel Boaz Cohen (chef des opérations) et sanctionne plusieurs officiers supérieurs, notamment le général Amon Eshel qui commande la prestigieuse septième brigade blindée. Toutefois, le général Haloutz est finalement contraint de reconnaître le fait suivant : « nous avons été médiocres »¹¹. Plusieurs anciens chefs d'état-major et ministres de la Défense montent au créneau pour souligner « qu'il n'y aurait plus désormais aucun pilote à la tête de *Tsahal* ». Le général de réserve Doron Almog déclare que l'enlèvement par le *Hezbollah* des deux soldats israéliens aurait pu être évité si l'état-major avait pris en compte les conclusions du rapport qu'il avait élaboré après l'enlèvement de trois soldats israéliens en 2000¹². Quant à l'ancien général Ben Gal, héros des guerres du Kippour et du Liban, il se veut encore plus cinglant et déclare : « Dan Haloutz manque de professionnalisme et de charisme et se comporte comme un PDG ; il doit partir, car il est responsable de la défaite de *Tsahal* ! »¹³.

« *Lessons learned* »

Le 30 avril 2007, la publication du rapport préliminaire de la commission Winograd¹⁴ jette un pavé dans le marigot politico-militaire israélien. Le verdict est sans appel et témoigne de la vitalité de la démocratie israélienne. La commission indépendante souligne en effet sans le moindre ménagement les responsabilités du Premier ministre, du ministre de la Défense et du chef d'état-major des armées pour justifier l'échec subi par *Tsahal* pendant la deuxième guerre du Liban. Elle pointe au passage certaines défaillances de l'état-major général. Le rapport estime qu'Ehoud Olmert « a agi avec précipitation sans prendre l'avis de spécialistes plus expérimentés que lui dans le domaine militaire ; il a présenté au public des buts que l'armée ne pouvait atteindre ; il a avalisé le déclenchement des hostilités sans avoir étudié les différentes options et sans avoir exigé que *Tsahal* lui présente d'autres options opérationnelles ; au final, le Premier ministre est responsable, tant sur le plan professionnel que personnel, de graves défaillances dans le processus décisionnel qui a conduit à l'échec

¹⁰ Lors de la première phase de la guerre du Kippour, les généraux israéliens, qui pensaient que les blindés pouvaient nettoyer seuls le terrain, avaient engagé dans l'urgence leurs chars dans la bataille, sans attendre l'arrivée des fantassins et des unités d'artillerie. Le résultat fut calamiteux et *Tsahal* perdit l'équivalent de deux divisions blindées (soit environ 400 chars) durant les deux premiers jours du conflit.

¹¹ *Guysen Israel News*, 30 octobre 2006.

¹² *Guysen Israel News*, 12 novembre 2006.

¹³ *AFP Jérusalem*, 13 novembre 2006.

¹⁴ Le 11 septembre 2006, après bien des péripéties, une commission d'enquête indépendante confiée au juge Eliyahou Winograd est mise sur pied pour faire toute la lumière sur les dessous de la deuxième guerre du Liban.

de la deuxième guerre du Liban ». Le jugement est tout aussi sévère pour Amir Peretz qui « a échoué dans ses fonctions, qui n'a pas demandé à l'armée ses plans opérationnels, qui n'a pas examiné la cohérence entre les objectifs et les modes d'action, qui n'a pas vérifié le degré de préparation de *Tsahal* et qui a manqué à son devoir en ne prenant pas conseil auprès de spécialistes plus expérimentés que lui dans le domaine militaire ». De l'avis de la commission Winograd, le ministre de la Défense « a commis en fait une erreur majeure en acceptant le portefeuille de la Défense » ! On voit mal, dès lors, comment ces deux hommes pourraient demeurer à leur poste, d'autant qu'il existe deux précédents dans l'histoire israélienne. En 1974, le rapport Agranat avait épinglé les contre-performances de *Tsahal* lors de la guerre du Kippour. En 1982, le rapport Kahane avait souligné la responsabilité indirecte du ministre de la défense Ariel Sharon dans les massacres de Sabra et Chatila. A la suite de ces deux épisodes, les autorités impliquées avaient été acculées à la démission. A l'heure où sont écrites ces lignes, Ehoud Barak a remplacé Amir Peretz au portefeuille de la Défense, tandis qu'Ehoud Olmert s'est maintenu au pouvoir.

Mais c'est surtout à l'encontre de Dan Haloutz que les critiques sont implacables : il se voit reprocher « d'avoir agi de façon impulsive ». La commission poursuit sans indulgence de la manière suivante : « le général Haloutz n'a pas livré au gouvernement toute l'information qui était en sa possession ; il n'a pas proposé de solutions alternatives et il a fait taire les autres voix au sein de l'état-major ; il n'a pas hésité à manipuler les membres du gouvernement, afin de faire prévaloir ses vues »¹⁵. Tout indique en effet que le général Haloutz a probablement vu dans le déclenchement des hostilités l'opportunité pour l'institution militaire de reprendre la main et d'imposer ses vues face à la sphère civile, d'autant que la chose serait rendue aisée par le manque d'expérience d'Ehoud Olmert et Amir Peretz dans le domaine militaire (comme le suggère l'éditorial du journal *Haaretz* dans son édition du 23 mai 2007)¹⁶. La lutte d'influence permanente à laquelle se livrent militaires et civils pour le processus de prise de décision stratégique constitue en effet l'un des fils rouges de l'histoire de l'Etat d'Israël¹⁷. En outre, le chef de l'état-major s'est probablement figuré qu'une nouvelle guerre au Sud-Liban lui fournirait une occasion unique de tester sa stratégie en privilégiant les opérations à distance, ce qui lui permettrait par la même d'accroître le poids de l'armée de l'air au sein de *Tsahal*¹⁸. Plus question d'engager de larges colonnes blindées contre un ennemi insaisissable et mobile, comme en 1982 ! Mieux valait l'isoler, l'asphyxier, puis l'anéantir grâce à l'action combinée de l'aviation, de l'artillerie, de la marine et des forces spéciales. Cette approche convenait finalement bien au Premier ministre et au ministre de la Défense qui étaient, compte tenu de leur inexpérience militaire et du

¹⁵ *Guysen Israel News*, 30 avril 2007.

¹⁶ « A kind of military coup? », *Haaretz* (editorial non signé), 23 mai 2007.

¹⁷ Pour une démonstration complète, *confer* Pierre Razoux, *Tsahal : nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Perrin, 2006, 628 p.

¹⁸ Cette stratégie directement inspirée du modèle américain était à l'étude dans les cénacles israéliens depuis la fin des années 1990, comme en témoigne les travaux d'Eliot Cohen, de Michael Eisenstadt et d'Andrew Bacevich : « Israel's Security Revolution », *BESA Security and Policy Studies* n° 41, février 1999.

contexte politique délicat en Israël, peu favorables à l'engagement de troupes terrestres à l'extérieur du pays. Ehoud Olmert et Amir Peretz avaient en effet été profondément marqués par le traumatisme du borbier libanais, de 1985 à 2000, et ne souhaitaient pas faire prendre à Israël le risque de s'embourber de nouveau dans un conflit impopulaire susceptible de le fragiliser davantage.

La commission Winograd conclut en considérant que Dan Haloutz « a échoué dans ses fonctions de commandant en chef de l'armée et a affiché des lacunes dans son professionnalisme, son sens des responsabilités et son jugement ». Anticipant les conclusions de ce rapport, Dan Haloutz a préféré démissionner le 16 janvier 2007, sans attendre d'être cloué au pilori. Le général Gaby Ashkénazi a été choisi pour lui succéder. Le nouveau chef d'état-major de *Tsahal* est un fantassin-parachutiste de 53 ans, ancien membre des forces spéciales, qui représente l'antithèse de son prédécesseur. Gaby Ashkénazi s'est distingué pendant la guerre du Kippour au sein de la division du général Sharon lors de la traversée du Canal de Suez, puis en 1976, lors du raid sur Entebbe. Il commande par la suite la brigade « Golani » lors de l'opération « Paix en Galilée », en juin 1982, avant d'être responsable d'une division blindée stationnée au Sud-Liban, puis il devient officier de liaison avec l'Armée du Liban Sud d'obédience chrétienne. Stagiaire de l'école de guerre de l'US Marines Corps aux Etats-Unis, Gaby Ashkénazi retourne en Israël pour prendre le commandement du front nord, de 2000 à 2002. Il devient par la suite chef d'état-major adjoint de *Tsahal*, avant d'être écarté au profit de Dan Haloutz, dont il ne partage pas les idées. Il est rappelé en urgence en pleine guerre contre le *Hezbollah* pour occuper la charge délicate de Directeur général du ministère de la Défense, assurant ainsi l'interface entre le pouvoir politique et l'institution militaire. Sa nomination a suscité l'adhésion à la fois de l'institution militaire et de la classe politique qui voit en lui un officier charismatique, efficace et pragmatique. Elle est interprétée comme une revanche des « terriens » par rapport aux « aviateurs »¹⁹. Véritable expert du Liban et de la lutte antiguérilla, le général Ashkénazi semble être l'homme idoine pour tirer les leçons de la deuxième guerre du Liban. Et il a fort à faire, car il lui faut redonner tout leur mordant aux fantassins israéliens. Nombre d'entre eux avaient fait preuve d'une prudence excessive et d'un manque d'allant inattendu, hésitant notamment à quitter la protection de leurs véhicules blindés pour monter à l'assaut des immeubles fermement défendus pas les combattants chiites. S'agissant des tankistes, la guerre contre le *Hezbollah* a mis en évidence certains problèmes d'emploi des blindés : coordination interarmes défectueuse, absence d'infanterie en accompagnement dans un terrain cloisonné très bien « préparé » par les miliciens *Hezbollah* et manque de synchronisation et de cohérence des ordres émanant des différents états-majors impliqués dans les opérations²⁰. Sur le plan technique, les combats de l'été 2006 ont également montré les limites du char *Merkava*, pourtant

¹⁹ Pierre Razoux, « *Tsahal* contre *Hezbollah* : un bilan sévère », *Raids* n° 245, octobre 2006.

²⁰ Pour tous ses aspects, se reporter aux nombreux reportages télévisés diffusés après la guerre, notamment le documentaire d'Agnès Vahramian intitulé *Les soldats du doute*, diffusé par le magazine « Envoyé spécial » (France 2) le 14 septembre 2006.

réputé être l'un des meilleurs au monde : 52 d'entre eux (33 Mk2/3, 19 Mk4) ont été mis hors de combat par les tirs de missiles antichars et 3 autres détruits par IED²¹. Les combattants chiïtes ont multiplié les embuscades et utilisé des tactiques bien rôdées, tirant près de 500 missiles antichars. Ils ont laissé les chars s'aventurer à découvert, au-delà de leurs propres positions, puis ont surgi pour leur tirer dessus depuis plusieurs directions à la fois. Ils ont pu ainsi les frapper par l'arrière, là où les *Merkava* sont le plus vulnérables. Sur les 52 chars touchés par des missiles, 22 ont été détruits, portant ainsi à 25 le nombre de *Merkava* irrémédiablement détruits lors de ce conflit. Le taux de pénétration des missiles antichars s'est avéré paradoxalement identique à celui enregistré lors de la première guerre du Liban (45 %), mais inférieur à celui de la guerre du Kippour (60 %)²². La conception du *Merkava*, privilégiant la protection des équipages, s'est en revanche montrée pertinente, puisque seuls 23 des membres d'équipage des chars touchés ont été tués, soit 10 % à peine de l'effectif considéré (contre 35 % pendant la guerre du Kippour)²³.

Le constat d'échec de *Tsahal* au cours de la guerre de l'été 2006 et les premières mesures prises immédiatement après le conflit s'accompagnent de réorientations en profondeur dont les effets devraient être perçus à plus long terme.

²¹ IED = Improvised Explosive Device (engin explosif improvisé).

²² Barbara Opall-Rome, « New life for *Merkava* line? » *DefenseNews*, 28 août 2006.

²³ Marc Chassillan, « Premier bilan technique de vulnérabilité des chars *Merkava* », *Raids* n° 245, octobre 2006.

Les efforts de réorientation de la défense nationale israélienne

Dès sa nomination, Gaby Ashkénazi s'est attelé à sa tâche : remonter le moral de *Tsahal* et mettre en œuvre les mesures indispensables lui permettant de conduire, si nécessaire, une campagne militaire victorieuse. Du matériel a ainsi été commandé en urgence pour améliorer l'équipement des forces terrestres, tout particulièrement dans les unités de réservistes. Cette initiative paraît d'autant plus urgente qu'une enquête récente a démontré que 25 % des jeunes Israéliens ont réussi à échapper au service militaire obligatoire depuis la fin de la deuxième guerre du Liban²⁴, mettant ainsi en exergue le discrédit dont souffre l'institution militaire auprès des jeunes Israéliens. Pour redorer le blason de *Tsahal* et éviter de nouvelles déconvenues, des réorientations majeures ont été entreprises dans plusieurs domaines. Celles-ci concernent aussi bien les forces terrestres, la marine et l'armée de l'air que la coopération interarmées et le renseignement et l'amélioration du système de prise de décision en période de guerre.

Priorité aux forces terrestres

L'amélioration des forces terrestres est jugée d'emblée prioritaire. Dans l'hypothèse d'une reprise des combats, les militaires israéliens savent en effet qu'ils ne pourraient pas faire l'économie d'une offensive terrestre. Le manque de protection et l'insuffisance de l'armement des véhicules blindés de transport de troupes ont finalement incité l'état-major à relancer le programme *Namer* (littéralement « tigre ») dérivé du char *Merkava*, et suspendu il y a quelques années à cause de son coût jugé excessif. Ce nouveau véhicule blindé de combat d'infanterie de 60 tonnes devrait être capable d'escorter les *Merkava* sur le champ de bataille en offrant aux grenadiers voltigeurs la meilleure protection possible. L'innovation majeure réside dans le fait que le *Namer* pourrait être équipé d'un canon de 30 mm télécommandé lui permettant d'engager l'infanterie adverse à distance de sécurité²⁵. Tirant les leçons du conflit, les Israéliens sont en train de renforcer la protection des *Merkava* par l'adjonction de blindages et la mise en place du coûteux système « Poing d'acier » qui permet de détecter et détruire les missiles antichars à distance. Ce dispositif anti-missiles avait été jusque-là écarté à cause de son coût, jugé prohibitif. La cadence de

²⁴ AFP Jérusalem, 17 juillet 2007.

²⁵ Pierre Santoni, « L'infanterie mécanisée en action », *Raids Hors-Série* n° 23, printemps 2007.

production des chars *Merkava* Mk4 s'est accélérée. Parallèlement, le niveau d'entraînement des tankistes a été revu à la hausse depuis qu'un rapport du général Mizrahi a mis en évidence « un niveau extrêmement bas de compétence opérationnelle au sein du corps des blindés ». Fin avril 2007, la 401^e brigade blindée a achevé une période d'entraînement intensif de trois mois au cours de laquelle ses troupes se sont familiarisées avec l'emploi du char *Merkava* Mk4 et la mise en œuvre de nouvelles procédures tactiques²⁶. Les tankistes israéliens se tiennent désormais prêts pour un second *round*.

Afin d'améliorer l'entraînement des fantassins et des parachutistes, l'état-major a ouvert un centre d'entraînement à la lutte antiguérilla sur la base d'Elyakim, dans le nord d'Israël, destiné à prodiguer des « cours de rattrapage » aux soldats et aux officiers. Il a également inauguré un centre d'entraînement au combat urbain novateur, dans le désert du Néguev, qui reproduit à l'identique (sur plus de 20 km²) une ville arabe avec sa *casbah*, ses mosquées et son camp de réfugiés. Chaque maison est équipée d'une caméra de surveillance qui filme l'action des soldats à l'entraînement. Les fantassins réapprennent ainsi à quitter leurs véhicules blindés pour investir les bâtiments, au risque de livrer de sanglants corps à corps. Ce centre, unique au monde, a été construit avec l'aide des Etats-Unis qui y envoient également leurs forces spéciales avant leur engagement en Irak. Les chaînes logistiques et médicales ont en outre été revues pour s'assurer que les défaillances constatées ne se reproduisent plus. De ce point de vue, les projets d'externalisation d'une partie du soutien logistique ont été revus à la baisse, pour laisser aux militaires un meilleur contrôle de leurs besoins réels.

Contrairement à la tendance esquissée depuis quelques années, qui prônait une réduction drastique des effectifs et une diminution du temps passé sous les drapeaux, les autorités militaires israéliennes suggèrent désormais une hausse sensible des effectifs et un rallongement des périodes de réserves²⁷. Elles ne remettent pas en cause la nécessité de réduire le nombre d'unités blindées de réserve (deux divisions seraient ainsi en cours de dissolution), mais constatent la nécessité d'accroître le nombre de brigades d'infanterie pour valoriser davantage le combat de fantassins²⁸. A cet effet, elles envisagent d'accroître le volume du contingent (50 000 hommes de plus disponibles sous bref préavis) en maintenant les réservistes plus longtemps sous les drapeaux (90 jours tous les trois ans, au lieu de 45 comme aujourd'hui), et ce jusqu'à un âge plus avancé (45 ans au lieu de 40 comme envisagé en 2005). Sans évoquer une professionnalisation complète, encore taboue en Israël, un certain

²⁶ *Guysen Israel News*, 27 avril 2007.

²⁷ Une fois mobilisée, *Tsahal* aligne 600 000 hommes et femmes, 2 500 chars de bataille et 7 000 autres blindés (équipant douze divisions blindées, trois divisions mécanisées à vocation territoriale et une division aéromobile), 465 aéronaves de combat (65 F-15A/B/C/D, 25 F-15I, 40 F-16I, 215 F-16A/B/C/D, 25 Super Phantom, 50 AH-64 et 45 AH-1) et 14 bâtiments de guerre (trois sous-marins de type 800, trois corvettes furtives de classe Saar 5 et huit vedettes lance-missiles de classe Saar 4 et Saar 4.5).

²⁸ Alon Ben-David, « IDF shifts focus to ground forces », *Jane's Defence Weekly*, 10 janvier 2007.

nombre d'unités d'élite pourraient pourtant voir leur effectif se professionnaliser.

La réforme en cours ne remet toutefois pas en cause les principes fondamentaux qui ont assis la notoriété de *Tsahal* : attaque préventive, recherche systématique de la surprise et de la bataille décisive, combats rapides préservant autant que possible l'environnement urbain israélien. Comme souvent, la géographie dicte la stratégie et par la même l'idée de manœuvre. Israël est un petit pays, très étroit et faiblement peuplé en comparaison avec ses voisins, qui doit impérativement exporter les combats à l'extérieur pour préserver son territoire. Il est également contraint de mener des guerres courtes pour éviter que son économie ne s'affaiblisse trop. Il lui faut donc une armée nombreuse composée essentiellement de réservistes bien entraînés et très motivés, capables de réagir rapidement s'il le faut. Un petit noyau de forces professionnelles regroupe des officiers et des sous-officiers qui forment l'encadrement permanent des unités d'active. L'essentiel de l'aviation et de la marine s'intègre dans ce « noyau dur », aux côtés de quelques unités terrestres. Ensuite, le système de conscription permet de maintenir en permanence un petit nombre d'unités aptes à être engagées immédiatement au combat. Enfin, une vaste réserve mobilisable sous 72 heures, constituée par les appelés ayant achevé leur service militaire, assure les gros bataillons.

Le rôle de l'officier demeure fondamental, car c'est lui qui doit donner l'exemple. Pendant la guerre de l'été 2006, certains officiers ont été qualifiés de *plasma leaders* par leurs subordonnés car ils passaient l'essentiel de leur temps devant l'écran de leur ordinateur portable. Or, la place de l'officier se situe à l'avant des troupes et non à l'arrière. Se fondant sur la tradition du *Palmah* et de la *Haganah*, un officier qui emmène ses soldats au combat ne crie pas « en avant », mais « suivez-moi » ! Les qualités de courage, d'initiative, d'autorité et d'ardeur au combat constituent toujours les principaux critères d'avancement des officiers.

Possibilités et limites de l'Armée de l'Air et de la Marine

Les aviateurs israéliens sont aujourd'hui confrontés à une crise de confiance. Ils pâtissent indirectement de l'échec de la stratégie du « tout aérien » prônée par le général Dan Haloutz, alors même que la quasi totalité des objectifs militaires qui leur avaient été fixés pendant l'été 2006 ont été atteints et que leur professionnalisme a été reconnu par les différentes commissions ayant enquêté sur le déroulement des opérations. Les pilotes ont en effet détruit l'essentiel des lance-roquettes à longue portée qui se sont dévoilés ou qui ont été repérés grâce à l'action des forces spéciales²⁹, ont intercepté les drones que le *Hezbollah* a tenté d'envoyer au-dessus d'Israël et ont garanti la supériorité aérienne au-dessus du champ de bataille. Ils ont également appliqué consciencieusement la théorie des cinq cercles de Warden, selon laquelle il

²⁹ Se reporter à l'étude déjà citée du lieutenant-colonel Michel Goya « Le marteau et le mercure » réalisée en septembre 2006 dans le cadre du Centre de Doctrine d'Emploi des Forces du ministère de la Défense.

est nécessaire, pour neutraliser l'adversaire, de viser ses centres de commandement, ses sources d'eau et d'énergie, sa logistique, sa population (par le biais notamment de l'action psychologique) et enfin ses forces armées.

Dans le cas de la guerre de 2006, cette approche de la puissance aérienne n'était tout simplement pas la bonne réponse aux défis posés par le *Hezbollah*.³⁰ Une des conséquences de la mauvaise estimation de la situation a été le niveau relativement élevé, quoiqu'acceptable, des pertes aériennes : un chasseur bombardier F-16 I et quatre hélicoptères AH-64 et CH-53 abattus. Le commandement est par ailleurs confronté à une résistance grandissante au sein de l'Armée de l'Air contre ses tactiques de combat : plusieurs collectifs de pilotes réservistes ont adressé ces dernières années au gouvernement israélien des « lettres ouvertes » pour protester contre les missions de bombardement de civils palestiniens et d'assassinats ciblés qui leur sont régulièrement confiées³¹. Ces affaires, largement médiatisées, ont obligé la Cour suprême israélienne à se prononcer sur la légalité de ce type de missions.

Quoi qu'il en soit, les pilotes et leurs commandants savent que la « disqualification » et la démission de Dan Haloutz, « leur » général, risquent de saper durablement la crédibilité et l'influence de l'Armée de l'Air. Seul signe d'optimisme pour eux, les liens entre le Pentagone et *Tsahal* ne cessent de se renforcer. Outre la livraison régulière de chasseurs bombardiers F-16 I (au rythme de deux par mois), l'Armée de l'Air israélienne a reçu des avions d'attaque en profondeur F-15 I, des hélicoptères de combat Apache Longbow (une version très améliorée de l'AH-64) et des avions Gulfstream G-550 Nachshon de guerre électronique. Les centres israéliens de détection aérienne sont interconnectés au système américain de surveillance de l'espace aérien couvrant le Moyen-Orient et le bassin méditerranéen. Israéliens et Américains ont effectué un exercice conjoint d'interception de missiles balistiques au mois de mars 2007³². En contrepartie, l'US Air Force s'entraîne régulièrement au-dessus du territoire israélien et utilise les bases israéliennes pour le transit de ses propres appareils en provenance d'Irak. Les aviateurs israéliens participent de leur côté aux exercices « Red Flag » de l'US Air Force et même s'ils savent qu'il ne leur sera pas alloué autant de budget qu'auparavant, ils sont actuellement engagés dans des discussions serrées avec Washington pour l'achat de futurs appareils, l'intercepteur F-22 et le chasseur bombardier F-35. Le magazine *Jane's Defence Weekly*, dans son édition du 2 mai 2007, confirme d'ailleurs la livraison probable de F-22 à Jérusalem, en échange de la levée du veto israélien pour la livraison d'armes de précision aux pays arabes du Golfe³³.

³⁰ Ron Tira, « The Limitations of Standoff Firepower-Based Operations », *Memorandum* 89, The Institute for National Security Studies, March 2007.

³¹ Pierre Razoux, *Tsahal : nouvelle histoire de l'Armée israélienne*, Perrin, 2006, p. 459.

³² *Guysen Israel News*, 18 mars 2007.

³³ Alon Ben-David, « US indicates Israeli F-22 Raptor access given Saudi JDAM deal », *JDW*, 2 mai 2007.

Les marins ne sont pas non plus épargnés par les conséquences de l'échec de l'été 2006. La Marine israélienne a en effet été pointée du doigt par les médias pendant la deuxième guerre du Liban, lorsque la corvette furtive *Hanit*, son navire amiral, a été gravement endommagée dans la nuit du 14 au 15 juillet 2006 par un missile C-802 Silkworm très probablement tiré par des conseillers militaires iraniens³⁴. Quatre marins ont été tués sur le coup et le bâtiment s'est vu contraint de rentrer au port pour y être réparé en cale sèche. Son commandant, qui se pensait à l'abri de ce type de menaces, n'avait pas enclenché le système de détection et d'autoprotection. Ce succès du *Hezbollah* n'a eu aucune influence tactique, mais il a acquis une valeur d'autant plus symbolique que le panache de fumée consécutif à l'explosion du missile était visible jusqu'à Beyrouth. L'amiral David Ben Baachat, commandant la Marine, a préféré démissionner sans attendre la publication du rapport final de la Commission Winograd. Les marins israéliens n'en ont pas moins rempli leur mission, assurant le blocus des côtes libanaises et pilonnant sans répit les positions occupées par la milice chiite le long du littoral. Ces aspects positifs n'ont toutefois pas été médiatisés. La Marine a en effet longtemps fait figure de parent pauvre au sein de l'armée israélienne, éclipsée par les succès éclatants de l'aviation et des blindés. Méconnue, elle n'en demeure pas moins une composante essentielle de *Tsahal*. Marine côtière initialement cantonnée à un rôle de défense du littoral israélien, elle a vu progressivement ses moyens s'accroître de manière à lui permettre d'assumer des missions plus ambitieuses, qu'il s'agisse du blocus des côtes ennemies ou bien encore de projection amphibie. Certaines de ses victoires (notamment pendant la guerre du Kippour) ont influencé l'évolution du combat naval moderne. Elle connaît aujourd'hui de profonds changements qui renforcent sa capacité océanique et lui permettent de participer à des missions internationales, et devrait par ailleurs être amenée à jouer un rôle accru dans la stratégie de dissuasion nucléaire israélienne.

Une efficacité renforcée en matière de coopération interarmées et de renseignement

Depuis l'échec de l'été 2006, l'état-major semble avoir renoncé à l'option du « tout aérien » pour revenir à une vision plus équilibrée du combat aéroterrestre qui repose sur l'action combinée de l'ensemble des moyens. Un nouveau schéma de bataille vient d'être élaboré en cas de reprise des hostilités contre le *Hezbollah*. Celui-ci prévoit l'emploi massif de formations blindées et mécanisées censées atteindre très rapidement le Litani, puis poursuivre en direction du nord, afin de bloquer la retraite des combattants chiites déployés désormais près de ce fleuve. Ceux-ci ont en effet reconstitué un réseau de positions fortifiées le long du Litani. Une partie des unités israéliennes qui viendraient à être engagées dans une telle opération devrait en revanche redescendre vers la frontière israélienne pour « nettoyer » le Liban-Sud de toute présence adverse. Parallèlement, des parachutistes et des fantassins d'élite pourraient être hélicoptérés à proximité des principales bases du *Hezbollah*, y compris dans la vallée de

³⁴ Anthony Cordesman, *Preliminary lessons of the Israeli-Hezbollah War*, Center for Strategic and International Studies, Washington, 17 août 2006 ; Emmanuel Razavi, « Le bras armé de l'Iran », *Le Spectacle du Monde*, septembre 2006.

la Bekaa et dans la banlieue de Beyrouth, pour décapiter la branche militaire de la milice chiite. Certains éléments laissent à penser qu'une vaste opération aéromobile impliquant une brigade parachutiste complète pourrait avoir lieu dans les faubourgs sud de la capitale libanaise. En matière de renseignement, l'état-major et la classe politique ont tenté de faire porter une grande partie de la responsabilité de l'échec subi par *Tsahal* au service de renseignement militaire israélien (*Aman*), estimant que celui-ci avait sous-estimé la puissance du *Hezbollah* et s'était montré incapable de fournir aux autorités israéliennes des données fiables à la fois sur l'organisation et l'arsenal de la milice chiite. La réalité est plus complexe. Les nombreux témoignages révélés par la commission Winograd montrent qu'il ne s'agit pas d'une faillite du renseignement en tant que tel, mais bien d'une erreur d'analyse et d'interprétation imputable aux principaux responsables d'*Aman* comme aux plus hautes autorités de l'état-major (comme en 1973, à la veille de la guerre du *Kippour*³⁵). A titre d'exemple, les informations faisant état de la présence de missiles anti-navires C-802 dans l'arsenal du *Hezbollah* avaient bien fait l'objet de notes d'information, mais celles-ci n'avaient pas été jugées pertinentes par l'état-major et n'avaient donc pas été diffusées à l'état-major de la marine³⁶. Les défaillances réelles ou supposées d'*Aman* ont été d'autant plus stigmatisées par les médias que ce service se trouve en concurrence larvée avec d'autres services de renseignement : le *Mossad* pour le renseignement extérieur, le *Lekem* pour le renseignement industriel et le *Shabak* pour le renseignement intérieur. Compte tenu du ton très critique du rapport préliminaire de la Commission Winograd, il n'est pas impossible que le général Yamos Yadlin, chef d'*Aman* depuis janvier 2006, soit amené à quitter ses fonctions plus tôt que prévu. Résultat du processus de réforme en cours, l'Unité 8200 chargée de collecter et centraliser l'ensemble du renseignement électronique et électromagnétique pour le compte du renseignement militaire devrait être prochainement transformée en une véritable agence civile détachée de *Tsahal*. Cette unité est d'autant plus stratégique qu'elle gère les écoutes et la cryptographie. Elle joue en fait le même rôle (à une échelle bien moindre évidemment) que la NSA américaine en supervisant, entre autres, l'activité des satellites espions israéliens, qu'il s'agisse du satellite d'observation OFEQ-5 mis sur orbite le 28 mai 2002 (crédité d'un pouvoir de résolution au sol inférieur au mètre, comparable à celui des meilleurs satellites occidentaux), du satellite de communication AMOS-2 lancé le 28 décembre 2003, ou bien encore du satellite de reconnaissance Eros B lancé le 25 avril 2006. Le lancement réussi du satellite OFEQ-7 équipé de caméras d'une résolution inférieure à 50 cm, le 11 juin 2007, vient d'accroître de manière significative le potentiel d'observation de *Tsaha*³⁷. L'Unité 8200 centralise également les données collectées par les avions Super King Air et Gulfstream G-550 du 134^e escadron de guerre électronique et ceux du 192^e escadron de détection

³⁵ Lors de la guerre du *Kippour*, le service de renseignement militaire avait été sévèrement critiqué pour ne pas avoir anticipé le déclenchement de l'offensive égyptienne et syrienne. Il est apparu par la suite que les préparatifs militaires arabes avaient bien été détectés par plusieurs officiers de renseignements israéliens, mais que les rapports rédigés par ceux-ci avaient été classés « sans suite » par leur hiérarchie.

³⁶ AFP Jérusalem, 7 novembre 2006 ; *Guysen Israel News*, 7 novembre 2006.

³⁷ *Guysen Israel News*, 11 juin 2007.

aéroportée. Elle a enfin autorité sur l'Unité Hatzav, chargée de collecter l'ensemble des données provenant de sources ouvertes.

Le développement de ces technologies d'observation et des autres équipements évoqués précédemment a été rendu possible par le vote à la Knesset d'un budget record de la Défense de 50,2 milliards de shekels (12 milliards de dollars) pour l'année 2007, soit une hausse spectaculaire de plus de 50 % par rapport à l'année précédente. Ce budget, auquel il convient d'ajouter les 2,4 milliards de dollars d'aide annuelle américaine, doit permettre d'amortir une partie du coût de la guerre contre le *Hezbollah*, mais surtout de financer les réformes en cours au sein de *Tsahal*.

De meilleures procédures de prise de décision

Pour éviter que ne se reproduisent les errements de l'été 2006, le gouvernement a défini au début de l'année 2007 un nouveau mécanisme de prise de décision concernant les opérations militaires. Le ministre de la Défense et l'état-major général ont convenu d'un processus à la fois plus souple et plus réactif entre l'échelon politique et le commandement du front impliqué dans les opérations. Un lien direct est ainsi établi entre le ministre de la Défense et le commandant de théâtre, le chef d'état-major préservant son rôle d'arbitre. Le chef d'état-major peut toujours faire prévaloir ses vues, à condition d'en référer au ministre de la Défense. Il ne s'agit pas pour les Israéliens de copier délibérément le modèle américain, mais tout simplement de s'adapter aux réalités du terrain. Du 14 au 17 mai 2007, *Tsahal* a entamé un vaste exercice (Avnet-10) visant à tester ces nouvelles procédures³⁸. Cet exercice, qui a mis l'accent sur les leçons tirées de la deuxième guerre du Liban, a permis d'entraîner le haut commandement militaire à faire face à une série de crises simultanées sur plusieurs fronts.

Les autorités israéliennes se sont également engagées à dissoudre l'organisation de la défense passive, manifestement défailante lors de la guerre contre le *Hezbollah*, au profit de la création d'un Office national d'urgence placé sous la tutelle du ministère de la sécurité intérieure. Il s'agit en fait de confier à un organisme professionnel, et non plus à des réservistes âgés, la lourde tâche de coordonner les mesures préventives et l'organisation des secours en cas de reprise des hostilités.

Toutes ces réorientations doivent permettre à *Tsahal* de faire face aux menaces qui se profilent à l'horizon. Ces menaces sont qualitativement très différentes, puisqu'elles vont des roquettes artisanales fabriquées par des groupes infra-étatiques à la possible acquisition de l'arme nucléaire par l'Iran.

³⁸ *Guysen Israel News*, 15 mai 2007.

Les enjeux futurs pour la sécurité d'Israël

Alors que depuis le milieu des années 1980, Israël paraît davantage confronté à des menaces généralement qualifiées de « basse intensité », le dossier du nucléaire iranien laisse entrevoir un changement d'horizon stratégique. Le niveau potentiel de destructions induit par les armes nucléaires est tel que la question de la prolifération est suivie avec une attention particulière en Israël. Pourtant, à court et moyen termes, les groupes non étatiques risquent de demeurer les principaux adversaires de Tsahal, à moins que des États voisins – en particulier la Syrie – ne redeviennent menaçants, une hypothèse qui paraît toutefois peu probable.

L'horizon stratégique : prolifération et dissuasion

L'évolution préoccupante du programme nucléaire iranien fait la une des grands quotidiens depuis l'élection de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la république islamique, en juin 2005. Au-delà des manœuvres diplomatiques en cours, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur l'hypothèse de frappes militaires israéliennes contre les installations du programme nucléaire iranien, à l'instar de l'opération « Opéra » lancée par le gouvernement hébreu, le 7 juin 1981, pour détruire le programme nucléaire irakien. Deux écoles de pensée s'affrontent. D'une part, ceux qui considèrent qu'il faut frapper l'Iran quoi qu'il advienne et qui n'attendent que le moment propice pour le faire. D'autre part, ceux qui estiment qu'au delà d'un discours convenu de fermeté, l'État hébreu n'a aucun intérêt à attaquer l'Iran et pourrait même tirer habilement parti de l'accession de celui-ci au rang de puissance nucléaire.

Les partisans du premier courant considèrent la possession d'armes atomiques par Téhéran comme une menace vitale pour Israël³⁹. Ils rappellent les déclarations du pouvoir iranien appelant à la destruction de l'État hébreu et soulignent le risque de transfert clandestin de têtes nucléaires vers une organisation terroriste telle qu'*Al-Qaïda*. Ils pointent également du doigt le renforcement de capacités militaires stratégiques qui permettraient aux Iraniens de s'en prendre plus facilement à Israël, telles que l'acquisition clandestine de douze missiles de croisière de type Kh-55

³⁹ Tel l'ancien président de l'Etat hébreu, Moshé Katsav, qui n'a cessé de répéter qu'Israël ne permettrait pas au régime iranien de se doter de l'arme nucléaire (*Guysen Israel News*, 16 janvier 2006).

(crédité d'une portée de 3 000 km) auprès de l'Ukraine en 2001⁴⁰, ou bien encore la mise en orbite par Téhéran du satellite de reconnaissance Sina-1 (par un lanceur russe) au mois d'octobre 2005⁴¹. Ceux-là ont poussé à la création à la fois d'un nouveau « Front iranien » dont la responsabilité a été confiée au général Eliezer Shkedy (qui commande actuellement l'armée de l'air) et à la mise en place d'un ministère des affaires stratégiques confié à Avigdor Liberman, dont la mission principale consiste à coordonner l'ensemble des actions politiques, diplomatiques et économiques visant à affaiblir le régime iranien⁴².

Les tenants du deuxième courant estiment qu'il n'est pas de l'intérêt d'Israël d'intervenir militairement contre l'Iran. Quoi qu'il arrive, Téhéran obtiendra un jour la bombe atomique et une frappe préventive de l'Iran ne ferait qu'accroître les risques de conflits futurs⁴³. Selon eux, mieux vaut miser sur l'exercice de la dissuasion, car les Iraniens, une fois dotés de la bombe atomique, s'empresseront d'entrer dans ce processus, trop contents de pouvoir rétablir durablement le statut de puissance régionale de leur pays. La disproportion énorme entre l'arsenal iranien - virtuel pour le moment - et l'arsenal israélien, bien réel celui-ci - est également mise en exergue : d'un côté, quelques bombes A rudimentaires ; de l'autre, une force de frappe qui dépasse de très loin tout ce que l'Iran pourrait accumuler dans les décennies qui viennent.

Israël demeure en effet, à l'heure actuelle, la première puissance nucléaire de la région. La communauté internationale s'accorde à considérer Israël comme la sixième puissance nucléaire, derrière les États-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Chine. A l'inverse de ces cinq pays, membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, Israël n'est pas signataire du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Depuis 1967, date où l'Etat hébreu s'est doté de sa première bombe atomique, les autorités israéliennes n'ont cessé de répéter avec plus ou moins de conviction qu'Israël ne serait pas le premier Etat à introduire l'arme nucléaire au Proche-Orient. L'objectif recherché par Israël était simple : se doter d'une capacité de dissuasion crédible face à la menace militaire conventionnelle exercée par ses voisins arabes. Les experts de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) et les analystes des principales agences de renseignement estiment aujourd'hui l'arsenal stratégique des Israéliens entre 80 et 200 têtes nucléaires (comprenant très certainement plusieurs têtes mégatonniques)⁴⁴. Pour mettre en œuvre

⁴⁰ Tom Warner, « Ukraine admits it exported cruise missiles to Iran and China », *Financial Times*, 18 mars 2005.

⁴¹ *Guysen Israel News*, 18 novembre 2005.

⁴² Ephraïm Kam, « A Nuclear Iran : what does it mean and what can be done ? », *Memorandum* 88, INSS, February 2007

⁴³ Shlomo Nakdimon citant le général Zipori (*Tamuz on Fire*, 2^e édition, Idanim Publishing, Tel Aviv, 1993, p. 173) ; Général Tamir (*Bemachane*, 17 juin 1992) ; Général Livne (*Bemachane*, 15 janvier 1992).

⁴⁴ *Conférence* l'édition la plus récente du *Military Balance* édité par l'International Institute for Strategic Studies de Londres. Oxford University Press. 2007 ; pour un aperçu complet de l'évolution de la politique nucléaire israélienne, se reporter à l'article de Zeev Maoz « The Mixed Blessing of Israel's Nuclear Policy », *International Security*, vol. 28, N° 2, Automne 2003, pp. 44-77.

cet arsenal, *Tsahal* dispose de plusieurs vecteurs. Tout d'abord, une composante aéroportée représentée par les 25 chasseurs bombardiers F-15 I et les 40 chasseurs bombardiers F-16 I en service dans l'armée de l'air, tous équipés pour transporter des armes nucléaires. Cette composante présente l'avantage d'une très grande flexibilité et d'une portée de plusieurs milliers de kilomètres grâce à la capacité de ravitaillement en vol des appareils. Viennent ensuite une cinquantaine de missiles balistiques Jéricho II (1 500 km de portée) mis en œuvre à partir de plates-formes terrestres mobiles (véhicules porteur / érecteur) et quelques missiles Jéricho III d'une portée théorique de 4 800 km. Israël cherche en outre, depuis plusieurs années, à mettre sur pied une capacité de frappe nucléaire embarquée à bord de sous-marins (via les missiles de croisière *Turbo Popeye*). Cette capacité, virtuelle pour les uns, réelle pour les autres, sera bientôt renforcée par la livraison de deux nouveaux sous-marins allemands⁴⁵ qui viendront s'ajouter aux trois sous-marins de type 800 déjà en service. Avec cinq sous-marins, les responsables de la marine sont sûrs de pouvoir organiser à terme une permanence à la mer garantissant une capacité de frappe nucléaire en second, tout en conservant la possibilité d'exercer des missions de combat au large des côtes syriennes, si le besoin s'en faisait sentir. Trois sous-marins pourraient ainsi se relayer en mer (un premier en patrouille, un second en transit, un troisième au repos), un quatrième resterait en alerte et le dernier en carénage pour l'entretien régulier. Ces cinq submersibles conserveraient bien évidemment la capacité de tirer des missiles de croisière équipés de têtes conventionnelles. Pour dégager la marge budgétaire lui permettant de financer ce programme, la marine israélienne est en train de retirer du service d'autres bâtiments (notamment une partie de ses vedettes lance-missiles) et elle aurait renoncé à la construction de bâtiments de projection de forces.

En 2005, l'Amirauté israélienne a annoncé que ses sous-marins ne transiteraient plus par le canal de Suez (où ils sont obligés de naviguer en surface, ce qui les rend aisément repérables) pour rejoindre l'Océan Indien⁴⁶. Ils passeront désormais par le détroit de Gibraltar et feront le tour du continent africain. Si cette décision rallonge sensiblement le temps de déploiement des sous-marins, elle apparaît cohérente au regard de la nouvelle stratégie de dissuasion qu'Israël semble avoir adoptée, en maintenant la plus grande incertitude sur la position de ses submersibles une fois que ceux-ci ont quitté leur base d'Haïfa. Jérusalem aurait d'ailleurs obtenu des facilités de mouillage en Afrique du Sud et serait en train de négocier avec New Delhi une autorisation permanente d'escale pour ses sous-marins dans le port indien de Bombay. Un ou deux sous-marins israéliens pourraient être ainsi basés et entretenus en Inde, seuls les équipages et les techniciens effectuant la navette avec Israël. Toutes ces mesures confortent l'idée que l'État hébreu semble bien décidé à conduire des missions de dissuasion navales à l'encontre de l'Iran.

⁴⁵ Au mois de novembre 2005, Berlin s'est engagé à fournir à Jérusalem deux nouveaux sous-marins particulièrement silencieux et endurants de type 800 améliorés.

⁴⁶ Lettre d'informations stratégiques *TTU Monde Arabe* n° 452, 15 décembre 2005.

Les tenants du deuxième courant mentionnent également une des dernières évaluations stratégiques des services de renseignement militaire, *Aman*, selon laquelle le danger de voir l'Iran utiliser des bombes atomiques contre Israël, une fois le programme nucléaire iranien achevé, est minime⁴⁷. De nombreux Israéliens soulignent également que la bombe pakistanaise, bien réelle, est potentiellement tout aussi dangereuse que la bombe iranienne. Ils rappellent enfin qu'Israël dispose de bombes H surpuissantes, demeure sous parapluie nucléaire américain et vient de mettre en service le missile Jéricho 3, d'une portée théorique de 4 800 km susceptible d'atteindre toute cible située entre l'Algérie et le Pakistan.

Pour ceux qui défendent cette approche, miser sur un changement de régime à Téhéran s'avèrerait un calcul erroné, car l'acquisition de la technologie nucléaire s'imposerait comme un objectif stratégique de long terme pour l'ensemble de la classe politique iranienne, des islamistes les plus rigoristes aux réformateurs les plus libéraux⁴⁸. De leur point de vue, les dérapages verbaux du président Ahmadinejad sont avant tout destinés à resserrer le peuple iranien autour de sa personne en provoquant sciemment le camp occidental, tout en réaffirmant par la même son soutien à l'égard de la Syrie et du *Hezbollah*, ses alliés de longue date. Ehoud Olmert lui-même semble avoir adhéré à cette analyse en déclarant : « L'Iran nous provoque pour que nous ripostions, mais nous ne nous laisserons pas entraîner dans ce piège »⁴⁹. Il rappelle au passage que le président iranien ne fait pas l'unanimité dans son pays, qu'il a déjà échappé à plusieurs tentatives d'assassinat, qu'il est en lutte ouverte avec le camp des « modérés » (représenté par Rafsandjani, Khatami et Khalibaf), que le guide de la révolution Khamenei a plusieurs fois arbitré en sa défaveur et qu'enfin les sanctions économiques décrétées par le Conseil de sécurité de l'ONU semblent porter leurs fruits. A une autre échelle, certains observateurs soulignent que l'accession de l'Iran au rang de puissance nucléaire n'aurait pas que des inconvénients, puisqu'elle permettrait à Israël de légitimer son propre arsenal atomique aux yeux de la communauté internationale, celui-ci s'imposant dès lors comme le garant naturel du jeu de la dissuasion entre les deux pays. Qui plus est, une éventuelle bombe atomique iranienne permettrait au pouvoir israélien de faire pression sur Washington pour pérenniser l'assistance militaire américaine sur le très long terme.

Quelle que soit la volonté politique des uns et des autres, de nombreux experts considèrent de toute façon que *Tsahal* ne dispose pas des moyens lui permettant de frapper de manière décisive l'ensemble des infrastructures nucléaires iraniennes, nombreuses, dispersées sur l'ensemble du territoire, et dont certaines sont profondément enterrées⁵⁰.

⁴⁷ Lettre d'informations stratégiques *TTU* n° 637, 18 juillet 2007.

⁴⁸ Se reporter notamment à l'article polémique de Yann Richard, « L'Iran aura la bombe », *Le Monde*, 20 août 2005.

⁴⁹ *Guysen Israël News*, 23 janvier 2006.

⁵⁰ En l'état actuel, l'Iran disposerait d'au moins dix sites sensibles : le centre de recherche nucléaire de Téhéran équipé d'un réacteur de cinq mégawatts livré par le gouvernement américain en 1960 ; le centre de recherche d'Ispahan comprenant quatre petits réacteurs livrés par la Chine au début des années 1990 ; la mine d'uranium naturel de Saghand ; les usines d'enrichissement d'uranium

Le général Shlomo Brom, ancien responsable de la planification au sein de l'armée de l'air israélienne, a souligné dans une étude intitulée « Getting ready for a nuclear-ready Iran », publiée par l'*US Army War College*, qu'au vu de multiples contraintes (éloignement des cibles, capacités insuffisantes en termes de ravitaillement en vol, soutien logistique trop limité, réticence des alliés turc et indien à soutenir l'opération), *Tsahal* serait certes capable d'effectuer quelques frappes efficaces contre certaines installations nucléaires iraniennes, mais ne serait pas en mesure de mener une campagne aérienne soutenue permettant de neutraliser l'ensemble du programme iranien, à moins d'agir parallèlement à une intervention militaire américaine⁵¹. De ce point de vue, l'étude récemment publiée dans la revue *International Security* à propos des capacités de frappes militaires israéliennes contre le complexe nucléaire iranien semble très optimiste et quelque peu irréaliste, lorsqu'elle conclut que « The operation would appear to be no more risky than Israel's 1981 attack on Iraq's Osirak reactor ».⁵² Cette étude, se fonde en effet sur un modèle purement mathématique qui ne tient pas véritablement compte d'un nombre important de paramètres extérieurs et de contraintes politico-diplomatiques. Elle surestime en outre la capacité de ravitaillement en vol de l'armée de l'air israélienne et part du postulat audacieux qu'il suffirait aux Israéliens de n'attaquer que les sites de Natanz et d'Arak pour neutraliser le programme iranien. Elle n'envisage qu'une action aérienne, sans s'intéresser véritablement à l'hypothèse de raids commandos, de tirs de missiles de croisière par des sous-marins israéliens, voire d'une frappe de missiles balistiques Jericho équipés pour l'occasion de têtes conventionnelles. Quoi qu'il en soit, il est fort probable qu'une attaque israélienne, si elle survenait, se limiterait à une frappe d'avertissement.

Nonobstant, pour convaincre leur adversaire potentiel de la crédibilité de leur outil militaire, les Israéliens multiplient depuis plusieurs mois les missions d'entraînement à longue distance, que ce soit en Mer Rouge ou en Méditerranée. Des formations d'une trentaine de F-15 et F-16

d'Ispahan et de Natanz ; l'usine d'Arak de traitement de l'eau lourde ; la centrale nucléaire de Bouchehr, en cours d'achèvement ; les dépôts de combustible et de retraitement d'Anarak et d'Ardekan. L'AIEA aurait également identifié quatre autres sites suspects à Parchin, Lavizan, Tabass et Chalous. Une nouvelle centrale nucléaire serait en construction à Darkhovin, non loin de la frontière irakienne.

⁵¹ Lettre d'informations stratégiques *TTU Monde Arabe* n° 451, 8 décembre 2005.

⁵² Whitney Raas & Austin Long, « Osirak Redux? Assessing Israeli Capabilities to Destroy Iranian Nuclear Facilities », *International Security*, printemps 2007, vol. 31, n° 4, pp. 7-33. Cette étude, qui analyse les capacités de frappes militaires israéliennes contre le complexe nucléaire iranien, se fonde en effet sur un modèle purement mathématique qui ne tient pas véritablement compte d'un nombre important de paramètres extérieurs et de contraintes politico-diplomatiques. Les auteurs surestiment en outre la capacité de ravitaillement en vol de l'armée de l'air israélienne et partent du postulat audacieux qu'il suffirait aux Israéliens de n'attaquer que les sites de Natanz et d'Arak pour neutraliser le programme iranien. Ils n'envisagent qu'une action aérienne, sans s'intéresser véritablement à l'hypothèse de raids commandos, de tirs de missiles de croisière par des sous-marins israéliens, voire même d'une frappe de missiles balistiques Jericho équipés pour l'occasion de têtes conventionnelles. Quoi qu'il en soit, il est fort probable qu'une attaque israélienne, si elle survenait, se limiterait à une frappe d'avertissement.

ont été vues au large de Malte, en Mer Egée et à proximité de Djibouti⁵³. En privé, toutefois, de nombreux responsables israéliens estiment que la meilleure option pour Israël consisterait à laisser les Etats-Unis intervenir, les laissant ainsi assumer seuls la responsabilité et les risques d'une telle campagne militaire. Ces responsables estiment d'ailleurs que la non participation de *Tsahal* pourrait amener la formation inespérée d'une coalition de pays arabes modérés aux côtés des Etats-Unis contre l'Iran. Dès lors, il serait contreproductif, de leur point de vue, de torpiller cette « ouverture historique » en s'associant à une opération militaire très risquée, aux résultats de surcroît très incertains. Enfin, ces mêmes responsables soulignent que la nomination d'un « terrien » à la tête de *Tsahal*, combinée à l'échec relatif de l'emploi de la puissance aérienne lors de la deuxième guerre du Liban, ne milite pas pour le déclenchement d'une vaste offensive aérienne.

Si l'hypothèse d'une guerre imminente contre l'Iran ne semble donc pas très probable, d'autres menaces paraissent plus tangibles à court terme. Avant d'évoquer les problèmes récurrents posés par le *Hamas* et *Hezbollah*, le cas de la Syrie mérite d'être brièvement abordé.

La faible probabilité d'un conflit direct avec la Syrie

Le raid israélien qui a eu lieu en territoire syrien le 6 septembre 2007 pourrait laisser penser que les deux pays sont sur le pied de guerre. Toutefois, depuis plus d'un an, les indices se multiplient pour démontrer qu'Israël et la Syrie cherchent à négocier un « cessez-le-feu permanent » visant à normaliser leurs relations⁵⁴. Les Israéliens cherchent apparemment à stabiliser la situation avant que la dynastie Assad ne s'effondre, craignant qu'une telle chute n'entraîne le pays dans une spirale chaotique propice à l'émergence d'une mouvance islamiste radicale à leur porte. De leur côté, les Syriens sont bien conscients de la faiblesse de leur armée et de l'impossibilité pour elle de reconquérir par les armes les territoires perdus en 1967 et 1973. C'est d'ailleurs ce constat pragmatique qui fonde le statu quo régnant entre Israël et la Syrie depuis la fin de la guerre du Liban. C'est également ce qui explique que la Syrie ne soit pas intervenue ouvertement au cours de la deuxième guerre du Liban. Les deux capitales semblent donc engagées dans un jeu de négociation complexe, maniant alternativement la carotte et le bâton, pour tenter de parvenir à la situation la plus avantageuse possible. C'est la raison pour laquelle les rumeurs faisant état de négociations avancées, ou bien au contraire de préparatifs militaires, vont bon train de part et d'autre du plateau du Golan⁵⁵. Si

⁵³ Lettre d'informations stratégiques *TTU* n° 625, 25 avril 2007 ; *TTU Monde Arabe* n° 504, 14 février 2007 ; *Guysen Israel News*, 1^{er} mai 2007.

⁵⁴ Assaf Oni & Akiva Eldar, « Switzerland says it mediated in informal Israel-Syria peace talks », *Haaretz*, 23 janvier 2007 ; Akiva Eldar, « Secret understandings reached between representatives from Israel and Syria », *Haaretz*, 16 janvier 2007 ; *AFP Jérusalem*, 16 janvier 2007.

⁵⁵ A titre d'exemple, trois articles contradictoires et récents : « Le ministre israélien des transports Shaoul Mofaz favorable à des contacts avec la Syrie », *Guysen Israel News*, 4 juin 2007 ; « Selon le chef des renseignements militaires israéliens, la Syrie se prépare à la guerre », *Guysen Israel News*, 5 juin 2007 ; « Israël est prêt à dialoguer sérieusement avec la Syrie », *Guysen Israel News*, 8 juin 2007.

l'hypothèse d'une confrontation militaire entre Israël et la Syrie ne peut être totalement écartée, notamment dans le cas où le régime affaibli du président Bachar el-Assad, acculé aux pires extrémités, en viendrait à multiplier les provocations outrancières, celle-ci reste aujourd'hui peu probable - comme le soulignent d'ailleurs certaines agences de presse qui interprètent la visite officielle du président iranien Ahmadinejad à Damas, le 19 juillet 2007, comme une démarche de Téhéran visant à convaincre le régime syrien de ne pas renier son alliance stratégique avec l'Iran, en échange d'un accord de paix avec Israël⁵⁶. Ehoud Olmert a par ailleurs récemment déclaré qu'il ne croyait pas qu'une guerre puisse éclater avec la Syrie d'ici la fin de l'année 2007⁵⁷.

En réalité, pour Israël, la menace la plus prégnante risque bien de demeurer, à court et moyen termes, celle des groupes non étatiques, en particulier le *Hamas* et le *Hezbollah*.

Face aux groupes non étatiques : protéger la population hic et nunc

Pendant la guerre de l'été 2006, l'armée israélienne s'est révélée incapable de mettre fin aux tirs de roquettes provenant du territoire libanais. Aujourd'hui, les projectiles artisanaux tirés par des groupes palestiniens continuent de toucher sporadiquement les localités israéliennes proches de la bande de Gaza. Pour développer une protection « active », Israël s'est décidé à réaliser de nouveaux systèmes de défense antimissile. Après avoir écarté l'idée d'un réseau de canons laser (dérivé du projet américain THEL) au coût exorbitant et à l'efficacité douteuse, le gouvernement a opté pour deux systèmes complémentaires dont le rapport coût-efficacité est jugé acceptable⁵⁸. Le premier, dénommé « Dôme d'acier », vise prioritairement l'interception des roquettes artisanales de type *Qassam* par le tir d'une nuée de projectiles cinétiques classiques. Le deuxième, surnommé « Baguette magique », doit permettre d'intercepter des roquettes de moyenne portée⁵⁹. Lorsqu'une roquette ennemie est repérée, un missile de faible coût dérivé du missile sol-air *Barak* est tiré dans sa direction et explose à proximité pour la désintégrer. La conception de ces deux programmes (censés être opérationnels à la fin de l'année 2009) est basée sur un radar unique de détection et de mise à feu compatible avec le système anti-missile *Arrow*. Ce dernier a en effet été testé avec succès par *Tsahal* le 11 février 2007 contre une cible simulant un missile balistique

⁵⁶ *Guysen Israel News*, 17 juillet 2007. Voir également Barak Ravid, « IDF intelligence: Syria is not planning attack on Israel », *Haaretz*, 25 juillet 2007.

⁵⁷ *Ynetnews*, 8 août 2007.

⁵⁸ Lettre d'informations stratégiques *TTU* n° 612 (17 janvier 2007) et 615 (7 février 2007). Même si des informations récentes laissent à penser que les généraux israéliens s'apprêtent à relancer leur projet de canons laser d'interception (Barak Ravid, « Government mulling resumption of Skyguard missile defense », *Haaretz*, 2 août 2007).

⁵⁹ Ze'ev Schiff, « The wheels did not turn », *Haaretz*, 11 mai 2007.

iranien, justifiant ainsi la commande d'une troisième batterie supplémentaire de missiles *Arrow*⁶⁰.

L'option qui consiste à contrer les roquettes ennemies ne fait toutefois pas l'unanimité en Israël et certains prônent des méthodes plus actives. Un ancien ministre de la Défense israélien rappelait récemment que « la meilleure défense [restait] l'attaque »⁶¹. A court terme, l'option la plus probable demeure celle d'une action de *Tsahal* contre le *Hamas*, dans la bande de Gaza, ou bien contre le *Hezbollah*, au Sud-Liban, pour tenter d'affaiblir ces deux organisations et redorer le blason d'une armée israélienne en quête de succès. La situation demeure en effet toujours aussi préoccupante sur le front du conflit israélo-palestinien où les questions de fond ne sont pas réglées. Que ce soit à Tel-Aviv, Jérusalem, Ramallah ou Gaza, les leaders politiques israéliens et palestiniens se craignent et ont bien du mal à contenir les franges les plus nationalistes et les plus extrémistes de leurs camps. Les attentats meurtriers des extrémistes palestiniens répondent aux éliminations ciblées des forces de sécurité israéliennes, pérennisant le cycle de la violence et des représailles. Ce contexte conflictuel n'a fait qu'empirer avec la prise de contrôle de la bande de Gaza par le *Hamas*, au printemps 2007. A cela s'ajoute la frustration israélienne de l'échec subi au Sud-Liban. Les rapports des différents services de renseignement faisant état du renforcement de l'arsenal du *Hamas*, mais aussi de la consolidation du dispositif militaire du *Hezbollah* au nord du fleuve Litani, inquiètent vivement les plus hautes autorités israéliennes. Les responsables militaires israéliens ne cessent de répéter qu'ils se préparent à conduire une opération de grande envergure contre le *Hamas* dans la bande de Gaza. Quant au *Hezbollah*, il constitue plus que jamais la préoccupation première du général Ashkénazi pour offrir à *Tsahal* sa revanche. « L'armée se tient désormais sur le pied de guerre en permanence pour parer à toute éventualité », a-t-il par exemple récemment déclaré⁶².

⁶⁰ Alon Ben-David, « Israel tests new Arrow variant », *Jane's Defence Weekly*, 4 avril 2007.

⁶¹ Moshé Arens, « Defense or Offense? », *Haaretz*, 17 juillet 2007.

⁶² *Guysen Israel News*, 28 mars 2007.

Conclusion

Dans le climat de crise de confiance résultant de la guerre de l'été 2006, trois tendances divergentes émergent et s'affrontent dans les médias israéliens.

Tout d'abord, les représentants de la première tendance réfutent d'emblée l'option de la négociation pour privilégier le recours à la force en vue d'éradiquer définitivement la branche armée du *Hezbollah*, avant de s'en prendre ensuite au *Hamas*. Ils soulignent l'état d'anarchie vers lequel l'Autorité palestinienne tendrait à basculer pour justifier leur posture radicale. Viennent ensuite ceux qui estiment que la solution militaire a échoué et qu'il est nécessaire de relancer les négociations, avec les pays arabes comme avec les Palestiniens. Cette frange de la population milite pour un « divorce à l'amiable » entre Israël et les territoires soumis à l'Autorité palestinienne. Elle s'appuie sur un récent recensement qui démontre que la population israélienne, forte désormais de sept millions d'individus, ne compte que 76 % de Juifs, pour 20 % d'Arabes et 4 % de Druzes, Bédouins et Circassiens. En rajoutant la population palestinienne estimée à 2,5 millions d'individus et en intégrant les courbes de croissance démographique de chacune des communautés, certaines prévisions indiquent que la population juive sera, à l'échéance de 2020, minoritaire au sein de l'espace occupé actuellement par Israël et par l'Autorité palestinienne. Viennent enfin ceux qui partagent cette volonté de négociation, mais qui considèrent qu'Israël ne peut pas négocier en posture de faiblesse et qu'il lui faut retrouver une position de force par le biais d'un succès militaire. Cette approche, qui semble soutenue par une majorité d'Israéliens, implique de recourir à la force, que ce soit contre le *Hezbollah* au Sud-Liban, le *Hamas* à Gaza, voire contre Téhéran en cas d'aggravation du dossier nucléaire iranien. A l'instar du magazine *The Economist*, chacun est donc fondé à se poser la question suivante : « When's the next war ? »⁶³.

⁶³ « When's the next war? The risks of a new conflagration between Israel and its neighbours », *The Economist*, 5 mai 2007.